

DE LA

PEINE DE MORT

PAR

FRANCISQUE DE LACHENAL



TURIN 1860

TYPOGRAPHIE SARDE DE COTTA ET CALPINI

Rue des Corroyeurs, num. 20.



PROVINCIA DI TORINO
BIBLIOTECA

Legato **Anselmi**

OA. - b

348

DE LA
PEINE DE MORT

PAR

FRANCISQUE DE LACHENAL



TURIN 1860

TYPOGRAPHIE SARDE DE COTTA ET CALPINI

Rue des Corroyeurs, num. 20.



*Extrait du Patriote Savoisien, n^{os} des 15,
17 et 19 avril 1851, par le journal Les Natio-
nalités, n^{os} des 24, 28, 30, 31 août et 2 septembre.*

La peine de mort est le plus grand problème que le droit pénal ait à résoudre.

Ce problème a été étudié en 1851 par un professeur de l'école universitaire de Chambéry, M. Francisque de Lachenal.

Nos lecteurs trouveront comme nous dans ce travail une double opportunité : Les codes se remanient et les réformes apportées récemment au code sévère de 1839 semblent préluder à la suppression complète de la peine de mort, en rendant déjà son application beaucoup plus rare.

Cette publication est un hommage auquel l'auteur avait droit au moment où il vient d'accomplir le plus grand sa-

crifice dont un citoyen puisse être capable, celui de quitter son pays natal dans lequel il avait conquis l'estime et l'affection générale, auquel semblaient devoir le lier ses intérêts matériels, pour suivre ses princes, les institutions constitutionnelles et la cause italienne, auxquels sa vie a été constamment dévouée.

M. de Lachenal connu dans les pays de langue française par plusieurs écrits et opuscules juridiques, politiques et littéraires, a voulu marquer cette époque de sa vie par un offre patriotique, que nous avons fait connaître dans un numéro précédent.

Le même esprit anime tous ses actes. Il n'est personne en Savoie, qui ne lui rende cette justice, que toujours en lui l'homme public a dominé l'homme privé, et qu'il n'est pas de dévouement dont il ne soit capable.

LA DIRECTION.



DE LA PEINE DE MORT

Elle est illégitime. (Lamartine.)

Inefficace, inutile, dangereuse. (Guizot.)

Nous devons employer tous nos efforts pour préparer un état de choses qui permette son abolition. (Rossi.)

Le 20 août 1850, sous l'impression d'une exécution capitale, un de nos jeunes concitoyens de cette ville, étudiant en droit à Paris, (1) ouvrait par un ar-

(1) Mon jeune et déjà célèbre ami a justifié l'horoscope que je portais de lui en 1851; il s'est placé de bonne heure au premier rang des écrivains français par: *L'Eglise et les philosophes au 18^{me} siècle* — *L'essai sur la révolution française et les lettres à Evéard*. — *L'histoire politique des Papes* qu'on annonce aujourd'hui sera digne de son talent.

ticle remarquable d'idée, d'image, de style (inséré dans le *Patriote savoisien* du 27), la discussion que je reprends aujourd'hui sous l'empire des mêmes pensées, mais aussi avec le regret de ne pouvoir y apporter le même talent. Si je reste au-dessous de la tâche, je m'en consolerais en sachant qu'une plume plus exercée et plus habile que la mienne y suppléera bientôt.

Qu'on ne me suppose point, du reste, l'intention de faire sur ce point une critique amère des législations actuelles, et bien moins encore celle de faire ressortir, de la coïncidence avec ces lignes de la double exécution qui s'opère à l'instant et de celle qui se prépare, une sorte de protestation contre les arrêts consciencieux qui les consacrent.

Rien de plus respectable pour tout bon citoyen que la loi, quelle qu'elle soit; mais rien de plus désirable aussi

que le progrès pacifique, qui la réforme quand elle est défectueuse et l'abroge quand elle est mauvaise. Si ce désir agit avec force sur les esprits, c'est surtout sur ceux des juges, à qui une mission douloureuse impose parfois l'effort pénible d'appliquer une loi que le cœur d'accord avec la raison désapprouve.

Dura lex sed scripta : Tel est l'inexorable et salutaire principe qui se représente plus particulièrement dans les époques de transition comme celles où nous sommes, en face d'une législation éclos sous un régime où la force, l'arbitraire, les privilèges jouaient un si grand rôle. La peine de mort devait en être un accessoire, un auxiliaire naturel.

Malgré les dispositions et l'intérêt apparent qu'ils avaient à l'adopter, cette dernière raison de la justice humaine n'en a pas moins été la plus grande anxiété des législateurs modernes. Les

magistrats eux-mêmes, abrités par la loi et leurs consciences, ne l'invoquent qu'en tremblant. Cependant les débats ont souvent fourni des charges accablantes. Le ministère public a été pressant, logique, persuasif; il a laissé des impressions que la défense, malgré ses efforts, n'a pu effacer; plus d'une fois, pendant le cours des assises, le nombreux auditoire qui s'y presse, à laissé trahir son horreur pour le crime; l'accusé même a laissé percer son émotion, une condamnation n'étonnera personne.

Eh bien ! examinez cependant; la cour rentre, le magistrat est redevenu homme, l'arrêt se lit sur les visages, un frisson parcourt l'auditoire; il ne doutait pas, il doute maintenant; il avait horreur, il a pitié; le défenseur, l'avocat général lui-même sont atterrés, le condamné seul est impassible.

D'où viennent ces scrupules, ces hésitations, ces craintes en présence d'une

preuve palpable et d'une conviction partagée? D'où viennent cet effroi, ce trouble, ce renversement des sentiments les plus moraux! D'où vient que celui sur lequel la peine devait le plus agir est celui qu'elle paraît affecter le moins?

Ne sont-ce pas là autant de protestations instinctives contre la peine de mort? de voix intérieures, qui disent à l'homme : *Tu excèdes ton droit, tu manques ton but.*

Ce sentiment est vague encore, cette voix intime mal articulée.

Mais changeons d'hypothèses. Il s'agit d'un crime bien affreux, d'un empoisonnement; plus l'accusation est horrible, plus la preuve sera frappante sans doute. Non : on accrédite ce système, que plus la preuve est difficile, plus il est permis de s'en passer, de se livrer, veux-je dire, aux conjectures. La science demande à contredire la science; le précipité obtenu

peut n'être pas du bleu de Prusse ; l'anneau imperceptible n'être pas de l'arsenic. Il peut, même en ce cas et suivant les circonstances n'être pas un indice du crime.....

Qu'importe ! une question de forme s'oppose à la recherche de la vérité. En France, l'accusation a pu appeler contre Mme Lafarge Orfila à son secours au milieu des débats. Ici (c'est toujours une supposition), la défense est forclosée et réduite aux armes que l'instruction lui présente.

C'est la mort par défaut de forme ; la chose jugée appliquée aux arrêts de la chimie. Le crime est à l'état d'irréfragable vérité.

Où sera le coupable ? Suffira-t-il de la possession et de la perte naïvement avouées d'un poison aussi commun que la mort-aux-rats, des propos d'un crétin et d'un enfant répondant oui et non tour-à-tour sur les mêmes questions, de cer-

tains tripots de prison moutonnés par des gens flétris? (1)

Nous ne savons : la vérité est parfois une chose d'induction, qui arrive pure, irrésistible à l'esprit des magistrats, malgré l'insuffisance, malgré l'inidoneité de ceux qui en paraissent les organes.

Mais il serait bon, ce nous semble, que le public fût également convaincu, que sa meilleure raison ne fût pas sa

(1) Dans les débats, qui ont eu lieu au sujet du crime d'empoisonnement, auquel il est fait allusion ici, le témoignage, purement spéculatif du reste, de trois experts présents à l'audience, fut refusé, parce qu'il n'avait pas été fait de réquisition pour une contr'expertise pendant le cours de la procédure et le recours en cassation fut rejeté parce que la condamnée ne songea pas à faire remarquer au greffier qu'elle se pourvoyait aussi contre l'arrêt *interlocutoire*, ce qui fit dire au défenseur qu'elle était pendue *par défaut de forme*. Il faut d'ailleurs, pour tout dire, ajouter que le bruit a couru d'un aveu fait après l'arrêt.

confiance dans les juges, et que ce jury aux mille têtes, qui ne rend point de verdicts, mais qui fait l'opinion, ne sortît pas de l'auditoire sans dire au fond de sa conscience: moi aussi, je l'eusse condamné.

Quand ce résultat est manqué, quand le doute, qui a survécu aux débats, résiste même à la condamnation, quand il se traduit en propos légers, injurieux, malséants, quelle idée, ne se fait-on pas du mal moral produit par la prononciation de la peine de mort, de l'atteinte soufferte par la foi en la justice, ce sentiment qu'on devrait encore plus ménager que la foi religieuse, car il a moins de force! Avec quelle violence les objections contraires à la peine de mort et le souvenir de Calas ne se représentent-ils pas à l'esprit!

Ce n'est plus alors une inquiétude indéfinie; c'est une irritation prononcée, dont il n'est pas possible de méconnaître les causes.

Rien de semblable, en effet, ne s'observe dans les débats, qui se dénouent par la réclusion, ou le bague à temps ou à vie. Le juge garde la sécurité qui convient à l'organe vivant de la loi, le succès de l'accusation est sans amertume ; la défense peut se résigner ; aucun doute ne trouble les esprits, et s'il en existait, ils cèdent volontiers à l'autorité d'un examen plus éclairé et à la pensée du temps qui reste au condamné ; ils conservent ainsi, dans toute leur pureté et dans toute leur force, deux des éléments les plus précieux de l'ordre social, l'horreur pour le crime et la confiance dans le magistrat.

Voulez-vous poursuivre, jusque dans leurs dernières phases, la diversité des sentiments que nous analysons ? Ils deviendront plus caractéristiques encore. Le forçat est immédiatement oublié ; et lorsque la loi l'expose au mépris public,

cet avant-goût terrible de sa peine, cette publicité de la honte plus poignante que celle du bagne ; car elle a pour spectateurs les honnêtes gens, ne fait qu'ajouter à la haine que le crime inspire. Parfois même, on l'a vu récemment, l'indignation publique fait explosion.

Pourrait-on nous citer un seul criminel, conduit à la mort, qui ait rencontré sur son passage les ratifications ouvertes, violentes, de l'arrêt qui le frappe ? Nous n'en connaissons pas d'exemple.

Loin de là : à peine est-il condamné, que le public veut savoir s'il s'est pourvu en cassation ; il désire rait le voir réussir, ce serait une chance de plus pour la vérité, et lorsque la voie de la justice se ferme pour ouvrir celle de la grâce, la commutation, (je ne parle pas des hommes qui ne doutent de rien, des cœurs inflexibles), la commutation devient un désir universel, et chacun bénit d'avance l'auguste intercession qui l'obtien-

dra de la clémence royale.—Mais non, des considérations plus puissantes conservent à la justice tous ses droits : l'arrêt sera exécuté. Les *derniers instants du condamné* sont encore un objet de préoccupation. On demande s'il a fait des aveux. L'imagination le suit au milieu de l'appareil de la chapelle ardente, cette antichambre de l'autre monde, qui ne laisse plus d'espoir après lui. Le glas funèbre, qui annonce son heure, fait plus d'impression que celui qui pleure une mort honorable et paisible ; la charité, malgré le masque repoussant qu'elle emprunte, recueille l'obole empressée du pauvre. La population toute entière est agitée ; une partie fuit l'horrible spectacle ; une autre y court, et cependant il existe entr'elles un sentiment commun.

Pourquoi cet intérêt constant qui s'attache au condamné à mort ! Son crime est affreux ; il est bien plus grand que

celui du forçat. Pourquoi ce désir d'un aveu? La chose jugée n'est-elle pas la vérité? Pourquoi tout cet appareil militaire? La loi a-t-elle besoin d'être protégée? Une population a-t-elle jamais cherché à soustraire au supplice un parricide, un empoisonneur, un assassin?

Non: sans doute, le peuple respecte la loi et la justice, autant qu'il déteste le crime. Mais sa conscience, déjà si inquiète à la pensée seule de la mort infligée par l'homme, s'irrite devant l'échafaud, se révolte à la vue de la danse hideuse de l'être sans nom; son indignation, exaltée par la communion de la même idée, pourrait, au moindre incident, arriver au paroxysme, attaquer la mort dans celui qui tarit la vie, et pour la proscrire faire une mort de plus. C'est la vengeance et la peur qui envoient le coupable au gibet; c'est la peur et la cruauté qui l'y reçoivent sous les traits du *carnicero*. Que cet homme,

s'il en est bien un, lâche comme les fonctions qu'il accepte, hésite un instant à l'aspect de l'immense foule, qu'il frappe d'un pied mal assuré et torture avant d'achever, un concert d'imprécations, et parfois une protestation plus énergique, l'atteint sur son tréteau de sang et le poursuit, après son œuvre, jusqu'à la maison de force, où il va prendre la cellule voisine du cachot vacant.

Et voilà ce qui vous explique cette armée de fantassins ; de chevaux, de gendarmes tournant le dos à une scène qui leur répugne, le combat du fort contre le faible, et cependant prêts, soldats résignés, à verser, s'il le faut, leur sang pour le bourreau ! Le bourreau ! oui, c'est bien là, l'être innommé, le meurtrier salarié, la mort incarnée, le lépreux du monde moral, avec lequel le condamné ne changerait pas, dont l'aspect glace, l'attouchement souille,

qui ne trouverait ni feu ni lieu, s'ils n'étaient à lui.

Qu'on y songe et qu'on nous dise si cette horreur, aussi ancienne que lui, enracinée, imprescriptible, universelle, n'est pas une protestation innée instinctive, incontestable, irrésistible de la loi naturelle écrite dans tous les cœurs!

S'il en est autrement, messieurs les amis de la peine de mort, si la réprobation, qui atteint votre supplice dans sa personnification, est une illusion, un préjugé, une erreur; soyez conséquents avec vous-même, relevez votre agent à la hauteur de ses œuvres, ne laissez pas subsister une infinie distance entre la voix qui condamne et le bras qui exécute; appelez-le, comme Tibère, votre ami; comme Louis XI, votre compère; proclamez-le le pivot, la clé de voûte de la société, comme de Maistre; sanctifiez le gibet, comme autrefois l'auto-da-fé,

comme plus tard la guillotine ; faites du tourmenteur un citoyen, un électeur, un éligible, un garde national, de son tréteau un autel, de lui un sacrificateur ; — réhabilitez le bourreau.

Et nous nous avouerons vaincus.

Mais jusque-là, nous croirons pouvoir demander aux législateurs de ce monde, qui leur a conféré le droit d'attenter à la vie ; si c'est Dieu qui l'a donnée, ou l'homme qui l'a reçue ?

Dieu ? Il aurait livré son œuvre, sa création, l'âme immortelle qui n'est qu'à lui pour l'arracher du corps et séparer ce qu'il a uni ; il aurait confié aux sages de la terre le livre où il a écrit les destinées, pour le maculer de sang, pour trancher à leur gré les jours de leurs semblables, arrêter leur développement, leur régénération, et se poser en obstacle à la perfectibilité humaine ! Mais non ; c'est du matérialisme ;

vous voyez bien que vous blasphémez.

Oh ! je sais bien ce que vous allez m'opposer, la mort écrite dans la loi de Moïse, la peine du talion, qu'il applique au calomniateur, œil pour œil, dent pour dent (Exod., 21. Deut., 19); mais est-ce la seule chose difficile à concilier avec la loi naturelle? J'y trouve la polygamie, le divorce, etc.; j'y vois un peuple endurci, qui a besoin d'être frappé par les sens, une loi qui descend du ciel à travers les éclats de la foudre, un Dieu, qui fait souvent sentir sa présence; mais je n'y vois rien qui ressemble à notre temps, à notre siècle, à nos mœurs.

Je n'y vois rien qui atteste la cession du droit divin, d'un droit dont Dieu ne veut pas pour lui, car il a laissé vivre Caïn; car s'il est venu mourir lui-même, c'est pour racheter de la mort, pardonner aux déicides et stygmatiser les jugements humains, qui ont pu s'égarer

jusqu'à frapper un Dieu ; c'était pour briser l'échafaud.

Son Eglise ne proclame-t-elle pas l'inviolabilité de la vie humaine , en sanctionnant son horreur pour le sang ?

Et malgré ces enseignements , cet exemple, l'échafaud se relève et se maintient 18 siècles, il va se dresser encore comme pour contraster avec le souvenir qui s'approche du plus grand acte de la miséricorde divine.

La législation du pardon est reniée.

La fable livra à l'homme le secret de la vie, Prométhée odieux et malfaisant, il n'a réellement dérobé que la mort. Que ne dérobait-il en même temps, au moins l'omniscience ? C'était un droit corrélatif, inséparable.

Calas, Langlade, Le Brun, Montbailli, Lesurques , ombres sanglantes , venez nous dire si l'usurpation a été complète,

si Dieu répartit toujours aux consciences inquiètes des juges une grâce d'état pour diriger leurs coups , ou s'il ne permet pas leurs rares , mais terribles preuves d'erreurs, pour revendiquer ses droits et nous faire enfin comprendre que l'infailibilité humaine est aussi difficile que la résurrection d'un innocent.

Est-ce l'homme qui a consenti à abandonner sa vie au jugement de ses pairs? Il faut convenir que ce serait étendre le pacte social *ad incogitata*. Il ne l'aurait pu d'ailleurs. Sa vie est un dépôt; elle ne lui appartient pas. Il peut , il doit la défendre et ce devoir, l'instinct invincible qui le rappelle, est une preuve de plus de son inviolabilité. Mais tuer un agresseur désarmé n'est qu'une lâche cruauté , et exterminer les prisonniers de guerre est un crime. Celui qui expose héroïquement sa vie pour secourir un malheureux, qui se noie, ne contre-

vient pas à la loi, qui lui a confié son existence, il espère en sauver deux. Le soldat qui court à un poste où la mort est certaine est en état de légitime défense. Dans tous ces cas, la mort se comprend, mais la cause cessant, le droit cesse.

Si la peine de mort a pu, sinon se justifier, du moins s'excuser, c'est sous les gouvernements faibles, irréguliers, dépourvus de moyens suffisants d'action et de surveillance, en proie au désordre et à l'anarchie, où l'autorité usurpée, partagée, avilie, n'avait que le fer pour origine et pour symbole, où la peine reposait sur l'intérêt comme le crime, où une transaction vénale pouvait soustraire un coupable, où l'abrutissement, l'ignorance, le servage, le bouleversement des idées morales, la sûreté individuelle abandonnée à elle-même, constituaient la société en état continuel de

guerre et où le danger évité la veille , n'était pas une garantie du repos du lendemain.

Mais aujourd'hui que les nations sont, sous le rapport civil , puissamment organisées, que l'unité et la centralisation leur assurent une force immense , que les moyens préventifs et répressifs abondent : magistrature éclairée, police nombreuse, gendarmerie active ; qu'une armée disciplinée , une garde nationale zélée concourent au maintien de l'ordre , que les débats publics rendent presque impossible l'impunité d'un coupable et le service des maisons de force son évasion, on ne conçoit plus le dernier supplice. La nécessité relative qui couvrait son illégitimité, a disparu. C'est tuer inutilement; c'est tuer de sangfroid ou par crainte ; et, dans le premier cas, c'est une loi de colère et de vengeance, une tradition barbare, un reste du talion qu'on a abandonné dans ses dé-

tails et qu'on conserve dans son expression la plus terrible ; l'œil qu'on enlevait jadis ne rendait pas la vue à la victime ; la mort rend-elle la vie à qui l'a perdue ? C'est donc une peine sans raison d'être, une peine sauvage , un outrage aux principes du christianisme et aux progrès de la civilisation. Si c'est par crainte, une défiance aussi peu justifiée est une offense à la dignité de la nation et à la force de son gouvernement. Elle est de nature à enhardir le criminel au lieu de l'intimider.

Inutile en raison des moyens, dont la société dispose, la peine de mort l'est encore davantage, en raison des effets qu'on en attend.

Elle n'est ni réparatrice, ni réparable, ni divisible ; elle n'est ni instructive, ni rassurante.

Et cependant ce devraient être là ses qualités essentielles, car ce sont les

buts que la justice pénale se propose.

« Indemniser la victime, concilier le droit de punir avec la faillibilité humaine, graduer les peines suivant le degré de l'infraction, amender le coupable, préserver la société du retour aux mêmes crimes par d'autres ou par lui. »

Elle n'est pas réparatrice : c'est évident ; tout le sang du meurtrier ne rend pas une seule goutte du sang versé. Bien plus, la mort souvent lui enlève tout espoir d'avoir un jour les seuls dédommagements possibles.

Elle est encore moins rémissible ; nous en avons vu le principal inconvénient. Il en est un autre qui a bien son importance. Elle limite le droit de grâce, en forçant le chef de l'Etat à se prononcer sur son opportunité, au moment souvent le moins propice, au milieu de circonstances extérieures, étrangères, et cependant défavorables au condamné.

Notre Code pénal est un de ceux qui se sont le plus attachés à proportionner, suivant les idées, qui l'inspiraient, les peines aux infractions; mais à l'imitation de ses devanciers, il a reculé devant le principal obstacle, au lieu de le briser.

Il a établi avec autant de soin que de justesse l'échelle de ses peines, fixé leurs divers degrés, leur minimum et leur maximum; et, arrivé au sommet, il adopte une peine indivisible, et il applique en même temps au parricide et à l'employé contrefacteur des monnaies de l'Etat, à l'infanticide et à l'incendiaire, etc., etc., une peine identique pour des crimes divers par leur nature et bien plus encore par les circonstances. Est-ce juste? est-ce le moyen d'obtenir respect et confiance pour la justice et les lois?

On nous répond que la peine capi-

taie rachète cet inconvénient , parce qu'elle est de toutes la plus rassurante. Rien de plus vrai sans doute en ce qui concerne le condamné ; on est parfaitement à l'abri de toute récidive de sa part ; et si cet argument devait servir de règle, il n'y aurait pas de raison pour ne pas user plus largement de cette infailible panacée. Mais ce serait de la chirurgie de champs de bataille. Opérer ainsi, n'est pas guérir.

Oui, nous le répétons, la société n'a pas seulement en vue sa propre sûreté ; elle poursuit un but plus noble , plus humain, plus chrétien, la régénération du coupable ; elle s'associe aux volontés divines ; elle réforme des instincts pervers en les arrêtant à un premier acte : elle en tarit les sources par l'instruction et le travail. Pourquoi cette mission moralisatrice échouerait-elle devant certains crimes ? Si elle n'est pas

fataliste, si elle ne croit pas à la prédestination, si elle admet le remords et le repentir, si elle ne doit pas excepter ceux qui auraient le plus besoin de son action salutaire ; elle ne doit pas leur enlever le temps qui régénère et multiplie les remords ; elle ne doit pas les prendre au moment où l'irritation est encore au comble pour les précipiter, sans miséricorde, dans un monde qui ne lui appartient pas.

Non seulement, malgré les tendances générales, ce but régénérateur paraît souvent oublié, mais le résultat principal que se promet la peine, l'expiation, s'efface lui-même devant un but accessoire, l'exemplarité. Cette qualité de la peine préoccupe beaucoup d'esprits ; elle est cependant la moins morale, car elle n'a point sa base dans le mal commis, mais dans l'intérêt, l'égoïsme, la peur.



Les hommes méticuleux et durs (la peur et la cruauté sont sœurs), ceux qui ne voient partout que communistes et poignards, s'écrient : les crimes se multiplient, il faut des exemples. Nous pourrions contester cette prétendue dégénérescence sociale, dont des effrayés irréfléchis gratifient leur pays. Elle n'est pas plus réelle que la parfaite moralisation que l'on voudrait attribuer aux intermittences de crimes, qui parfois se produisent. Du reste, est-il bien vrai que le nombre se soit augmenté depuis trois ans ? Faites la part des inhibitions de molestie, des débats, de l'effet produit par la publicité de la presse, et vous changerez peut-être d'avis. Pour ceux, du reste, que leur profession appelle à suivre les annales des assises, ils n'ont pas cessé d'avoir cette espèce de consolation, qui consiste à être, dans la statistique du crime, au-dessous de tous ses voisins.

Mais la multiplication, vraie ou fausse des crimes, n'ajoute rien à la culpabilité; elle ne doit rien ajouter à la pénalité. Si l'intérêt social devait prédominer dans la balance de la justice, nous n'aurions pas à nous affliger de la condamnation d'un innocent. Elle serait tout aussi exemplaire que celle d'un coupable.

Les grands crimes, objecte-t-on encore, sont presque tous commis par des forçats libérés. Cette objection, nous en convenons, est une critique irréfutable de l'école de démoralisation qui s'appelle le bagne, mais elle ne fait point l'apologie de la peine de mort.

Une autre peine tend à se substituer prochainement à toutes deux : la prison cellulaire (1). Seule, elle répond à tous

(1) L'auteur, évidemment, était principalement préoccupé du but qu'il voulait atteindre; il n'a pas alors examiné d'aussi près la peine de la prison cellulaire. Il était

les besoins de la justice pénale ; elle satisfait la moralité publique par une souffrance terrible et salulaire à la fois : l'isolement ; elle tempère cet effrayant supplice par la communication avec le directeur, en autorisant avec les précautions les plus sages, les consolations de la famille, et en multipliant celles de la religion. Elle moralise par la lecture et le travail. Enfin, l'organisation intérieure et le mode de construction des nouvelles maisons pénitenciaires présentent une

permis de partager en ce moment les illusions administratives, autorisées elles-mêmes par l'exemple de plusieurs gouvernements. Mais, depuis, l'expérience, attestée par une statistique terrible de mortalités et d'aliénations mentales, a démontré qu'on ne pourrait toucher à la sociabilité sans toucher à l'homme même, à son existence, voulons-nous dire, physique ou morale. M. de Lachenal n'en croit pas moins que la prison cellulaire, mitigée par le travail en silence et en commun, doit remplacer avantageusement le dernier supplice.

impossibilité presque absolue d'évasion. Tout nous fait croire que le gouvernement est disposé à entrer dans cette voie et qu'il s'y prépare, en se donnant d'avance les moyens matériels de la réaliser immédiatement. Une prison conçue sur ce plan et réunissant toutes les garanties de sûreté, de commodités, d'hygiène, va se construire incessamment à Thonon, sous la direction d'un de nos jeunes ingénieurs les plus distingués.

L'expérience faite dans d'autres nations établit d'une manière irréfragable, même sous le rapport de l'exemplarité, l'avantage de la sanction pénitentiaire sur la sanction matérielle et sanglante du bourreau, et sur la sanction corruptrice du bagne.

Qu'on ne parle donc plus de l'efficacité par excellence de la peine de mort. Il ne faut pas être bien fort en physiologie, en connaissance du cœur humain,

en statistique, pour se convaincre de sa fausseté.

Sur dix meurtres, dit Rossi, il en est huit au moins sur lesquels l'intimidation causée par la peine de mort ne fait rien. Quelles sont en effet, leurs causes principales? La colère, la vengeance, la jalousie, le fanatisme, la cupidité, la misère, la crainte d'être découvert, une haine, un amour violent. Mesurez la cause et l'effet, pesez la force d'impulsion et la crainte, et jugez.

Fouillez les archives du crime et les faits confirmeront le jugement que votre raison aura porté.

Une nation encore à moitié barbare, la Russie, nous donne par intérêt peut-être, une leçon d'humanité. Dès longues années la peine de mort ne s'y applique plus. Le nombre des meurtres a diminué.

Même résultat en Toscane, où elle est légalement supprimée. Mais, passez

la frontière, allez à Rome, où la *ghigliottina* fonctionne et vous y trouverez l'assassinat à l'état indémique.

Non, non, ne croyez pas à la vertu sociale de la mort. Le crime semble se jouer d'elle. Au fait, c'est la peine la plus courte, et l'on a vu plus d'un forçat commettre, pour l'obtenir, un nouveau forfait. On vole au pied de la potence, on assassine à quelques pas. Quatre exécutions viennent d'avoir lieu ; trois autres recommencent. Le crime et la mort ne se fatiguent point ; il semble en sortir des générations monstrueuses, du meurtre par le meurtre, la femme D. et son hideux amant, P. H. dit C. ; les frères C., du poison par le poison ; T., suivi par la veuve R., à laquelle succédera la femme T.

Contagieuse et provocatrice, la mort appelle la mort, développe les mauvais penchants, déprécie la vie humaine, se

familiarise avec la pensée, trouble les esprits, substitue la pitié pour le supplicé à l'horreur pour le crime, encourage la calomnie, manque, en un mot, tous les effets qu'on lui demande et produit tous ceux qu'on voudrait éviter.

Illégitime dans sa source, impuissante, immorale, anti-chrétienne dans ses résultats, elle n'a plus qu'une force, mais une force, il faut le dire à notre honte, encore bien grande, la superstition du passé, le préjugé, la routine. Ne désespérons pas cependant; nous sommes en voie de progrès; d'autres abus non moins enracinés, l'esclavage, la féodalité, les tortures, l'absolutisme ont successivement disparu. Déjà la suppression de la peine de mort est dans les mœurs, dans les vœux de l'immense majorité (1).

(1) Dans son feuilleton des *Tribunaux* du 11 août courant, signé Curzio, la *Gazette de Turin* fait remarquer la tendance déjà

C'est le prélude nécessaire pour la convertir en loi. Cette importante réforme ne saurait se faire attendre; elle sera reçue comme un bienfait par la justice qu'elle soulagera d'une lourde responsabilité et par la société qui ne veut plus de sacrifices humains.

Chambéry, 5 avril 1854

manifestée par le jury à accorder à l'aveu, qui tranquillise la conscience inquiète du juge, le bénéfice des circonstances atténuantes.

Il signale aussi les dispositions du gouvernement à marcher toujours plus avant dans la voie de la suppression de la peine de mort et en donne pour gage l'accueil fait par lui au travail du criminaliste Ellero.

L'opportunité de l'abolition du dernier supplice a été l'objet de thèses de doctorat cette année dans les principales universités du Royaume. Telle était déjà en 1836 l'opinion de notre célèbre professeur J. B. Arnossi.

Nous regrettons qu'au lieu de traiter le sujet *ex professo* comme en France, les candidats ne fassent qu'indiquer les questions.

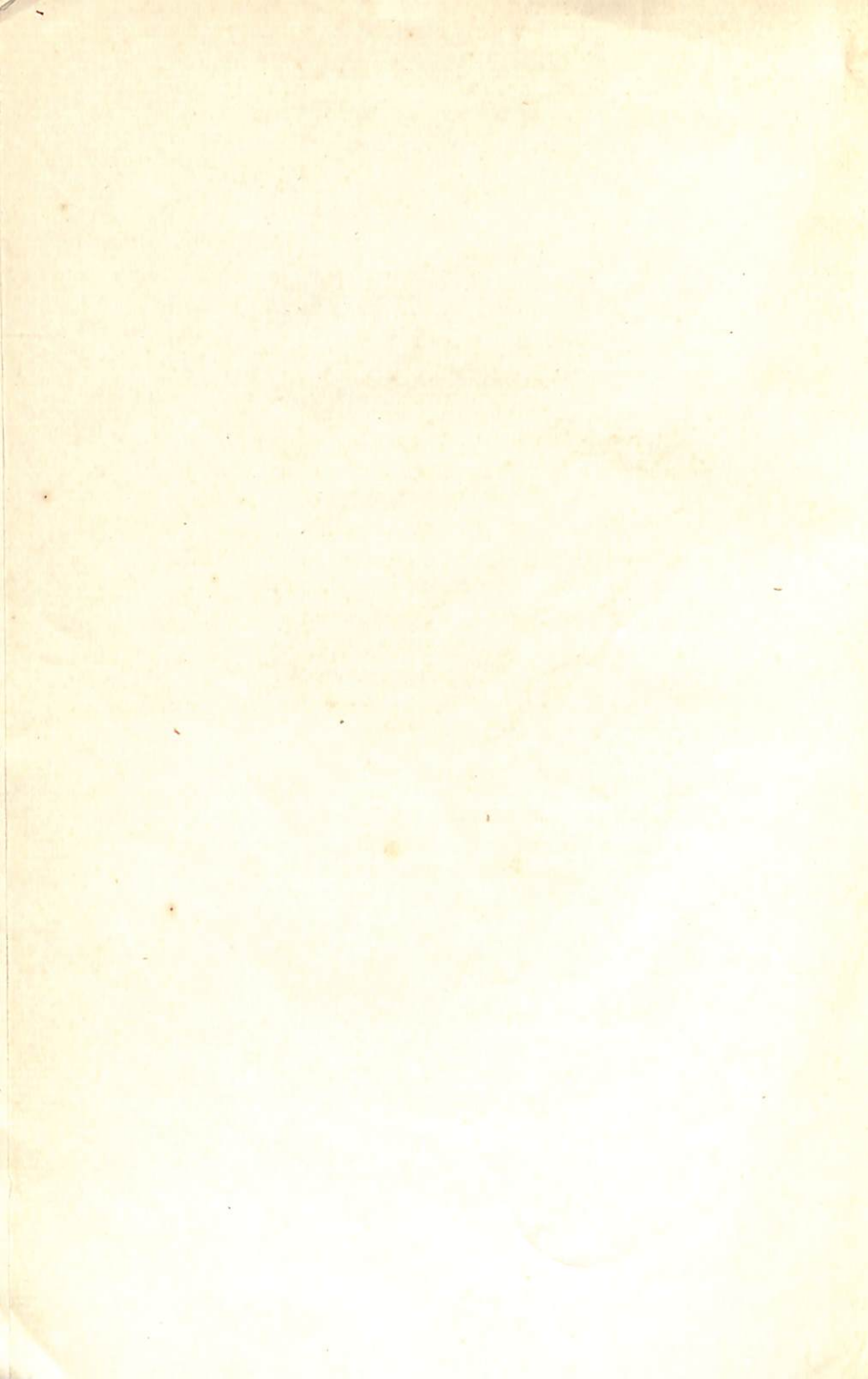


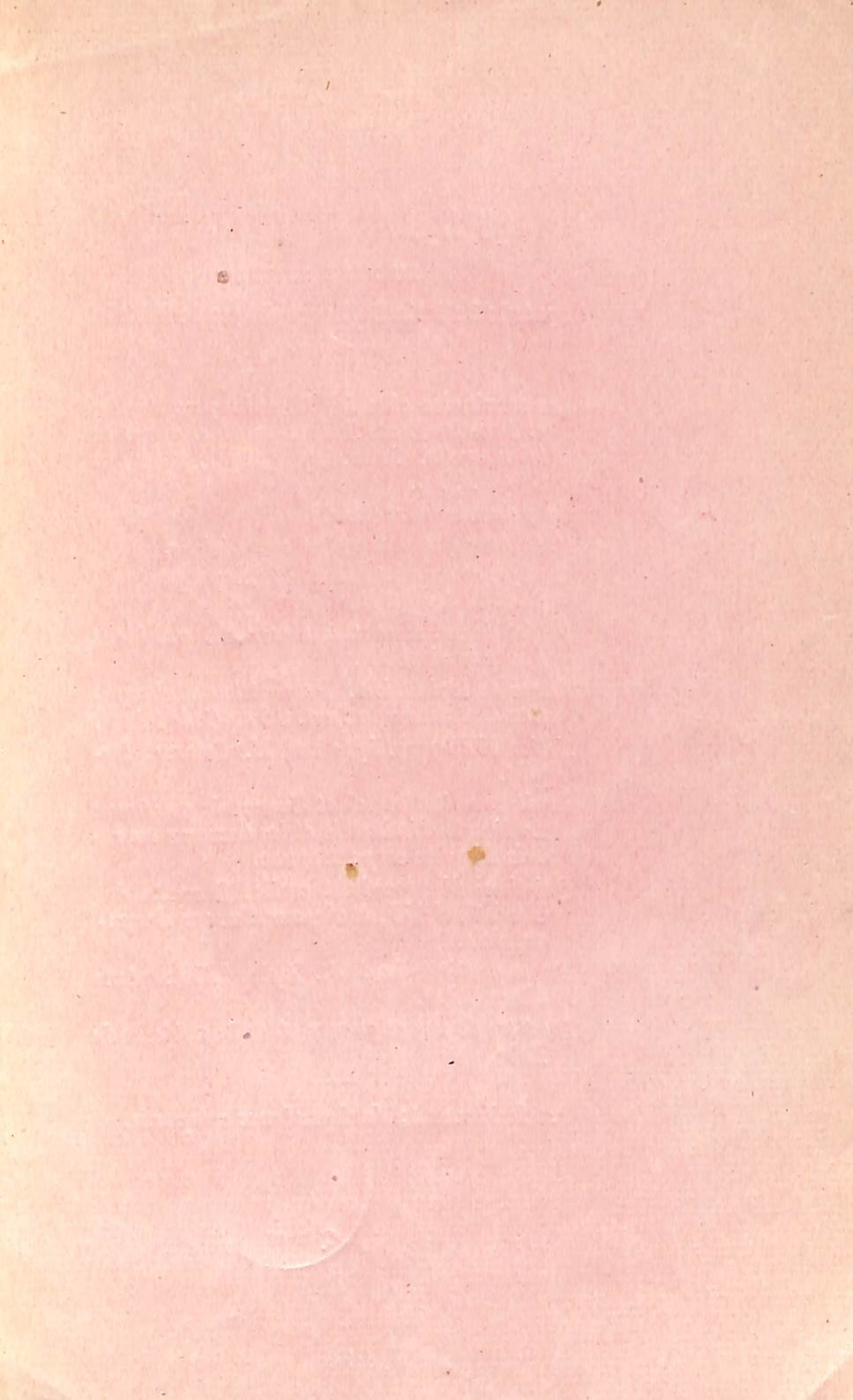
C'est le plus important point à con-
siderer en loi. Sans importance relative
au moment de l'acte, elle est
pour certains ne devant que la justice
de la loi, d'une loi de
justice et par la suite qui ne veut
plus de ces lois humaines.

Chapitre 2. 1891.

maintenant par la loi à l'égard de l'acte
qui ne peut être l'acte de la loi. Il y a
un acte de la loi, l'acte de la loi, l'acte
de la loi, l'acte de la loi, l'acte de la loi.
Il y a un acte de la loi, l'acte de la loi, l'acte
de la loi, l'acte de la loi, l'acte de la loi.
Il y a un acte de la loi, l'acte de la loi, l'acte
de la loi, l'acte de la loi, l'acte de la loi.

Le moment de l'acte de la loi, l'acte de la loi, l'acte
de la loi, l'acte de la loi, l'acte de la loi.
Il y a un acte de la loi, l'acte de la loi, l'acte
de la loi, l'acte de la loi, l'acte de la loi.
Il y a un acte de la loi, l'acte de la loi, l'acte
de la loi, l'acte de la loi, l'acte de la loi.





QUELQUES AUTRES ECRITS

DU MEME AUTEUR

d'après le Bulletin Bibliographique de M. Rabut.

Les servitudes chez les Romains, en France et dans les Etats Sardes avant et après la loi nouvelle. Chambéry, Puthod, 1841, in 8° de 200 p.

La peine de mort (1851)

Précis sur quelques auteurs savoisiens.

Analyse et appréciation de l'Encyclopédie du droit de Joseph Buniva.

Projet de monument à élever au président Favre (mai 1850).

Revue de législation: Proposition d'abrogation de l'alinéa de l'art. 96 du Code Pénal.

Notice bibliographique sur M. l'avocat Replat.

Droit constitutionnel et Economie politique: La liberté d'industrie et les travaux au rabais dans les corps moraux.

Quistioni di procedura civile, Gazzetta dei Giuristi, 1855, étude sur l'usage des rogatoires.

Revue pratique du droit. Paris, 1859: même dissertation.

Du titre de nos seigneurs et de la noblesse de Robe.

Prochainement: *Jurisprudence comparée.*

